



# Plan Bayrou

## un matraquage social annoncé

**François Bayrou a annoncé ce mardi 15 juillet les grandes lignes du budget 2026 et celles des années suivantes. Au programme dès l'an prochain, près de 44 milliards d'économies.**

**Sans surprise, la politique au service de la bourgeoisie qui a prévalu jusqu'à présent se poursuit : les entreprises et les hauts patrimoines seront peu mis à contribution, pendant que les revenus plus modestes porteront l'essentiel de l'« effort » qui sera réalisé par la baisse des dépenses publiques. Le but affiché étant de faire passer le déficit de 5,4% du PIB en 2025 à 4,6% en 2026.**

Mais ce n'est pas tout. Comme son prédécesseur, François Bayrou fixe comme horizon de passer en dessous des 3 % de déficit en 2029. Dans le détail : 4,1 % en 2027, 3,4 % en 2028, puis 2,8 % en 2029. Un pourcentage qui correspond, selon le Premier ministre, à la fin du creusement de la dette française. Les budgets 2027, 2028 et 2029 devraient ajouter près de 100 milliards d'économies supplémentaires aux déjà presque 100 milliards des années 2025 et 2026.

Une cure d'austérité de quasi 200 milliards en cinq ans.

### ■ Les riches se gavent et les pauvres devraient payer

Ainsi ceux qui ont consciencieusement creuser le déficit depuis près de 10 ans à coups de centaines de milliards par an d'aides publiques au patronat sans aucun contrôle, viennent maintenant nous saigner en nous faisant la leçon.

Les discours moralisateurs et culpabilisants peinent à masquer la poursuite d'une violente politique de classe qui redirige toujours les richesses produites vers le capital. Le budget de l'État a été capté par les intérêts privés qui, pour préserver cette manne, dirigent la responsabilité des déficits sur la redistribution sociale.

En effet, il est peu question dans les médias de l'énorme enrichissement des plus riches en France, rappelons quelques faits édifiants.

Le patrimoine cumulé des 500 plus gros propriétaires d'entreprises et leur famille entre 2003 et 2023 a augmenté de 844 % (oui une multiplication par 9,4).

Le montant total des 500 plus grandes fortunes flirtait avec les 600 milliards d'euros en 2017. Il se situe à 1 200 milliards en 2023.

Aujourd'hui, une personne parmi les 1% des Français·es les plus riches gagnent en à peine six jours ce qu'une personne parmi les 50% les plus pauvres gagne en un an.

Mais pour Bayrou et la bourgeoisie, ce sont les plus modestes qui doivent faire des efforts.

## ■ Bayrou tape toujours sur les mêmes et épargne toujours les mêmes

L'annonce qui, jusqu'à présent, a fait le plus parler est la suppression de deux jours fériés. C'est ce que proposait déjà le Medef en septembre 2024. Le gouvernement s'exécute. François Bayrou veut donc en finir avec le lundi de Pâques et, surtout, avec le 8-Mai, date de commémoration de la capitulation de l'Allemagne nazie il y a quatre-vingts ans. Mais cette mesure, pour inacceptable qu'elle soit, ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt.

Cette nouvelle cure d'austérité budgétaire commence tout d'abord par « une année blanche », c'est-à-dire une désindexation de l'inflation, qui affectera l'ensemble des pensions de retraite, des prestations sociales et des traitements des fonctionnaires.

Estimant l'inflation à environ 1 %, cela implique une perte de niveau de vie d'autant l'an prochain. Les prestations sociales n'étant évidemment pas destinées aux foyers les plus riches, cette mesure sera proportionnellement plus dure pour les revenus les plus modestes comme les bénéficiaires du RSA.

Des mesures de restriction affecteront aussi, une fois de plus, la fonction publique qui perdra 3000 postes de fonctionnaires dès l'an prochain. Et ce n'est probablement qu'un début puisque François Bayrou a expliqué qu'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne serait pas remplacé. De même, les budgets de chaque ministère seraient revus à la baisse. Dans les faits les ministères dits sociaux devraient comme d'habitude être les plus touchés, l'intérieur et la défense seront épargnés. Pour ce dernier il sera même rehaussé de 3,6 milliards d'euros de plus que le niveau déjà prévu dans la loi de programmation militaire, soit une augmentation in fine de 6,7 milliards d'euros en 2026 par rapport à 2025.

Comme l'an dernier, celui consacré à l'écologie fera les frais des mesures d'économies (2,1 milliards en 2025). Autres ministères qui subiront un nouveau coup de rabet : ceux de l'enseignement supérieur et de la recherche, du sport, de la culture, du travail etc.

Les collectivités territoriales ne seront pas épargnées non plus. Elles devront supporter plus de 5 milliards d'économies, après les coupes de l'an dernier aux nombreuses conséquences sociales dans les territoires.

## ■ Achevez-moi tous ces malades

François Bayrou a ensuite révélé des économies de l'ordre de 5,5 milliards d'euros réalisées sur le budget de la Sécurité sociale. Dans le viseur, parmi d'autres : une partie des dépenses qu'il juge injustifiées ou réductibles pour les personnes souffrant d'affection de longue durée. Mais également le doublement à 100 euros de la franchise médicale ou encore la chasse aux arrêts de travail.

Enfin, il compte serrer la vis sur les arrêts maladie. Sera ainsi mise en œuvre, « après négociation des partenaires sociaux, une réforme structurelle visant à responsabiliser les entreprises sur la prévention et les salariés contre les arrêts abusifs, en intégrant la réforme des indemnités journalières ».

## ■ Les chômeurs comme éternels boucs émissaires

Le Premier ministre a promis une énième réforme de l'assurance chômage devant rapporter 4 milliards d'euros.

A cette occasion, il a une nouvelle fois avancé des arguments erronés sur les freins à la reprise d'emploi ou sur le scandale que représenterait les emplois non pourvus.

En réalité, tout au plus 400 000 pour plus de 3 millions de chômeurs en catégorie A (n'ayant pas du tout travaillé dans le mois).

## ■ Et ce n'est qu'un début...

Par contre pas d'annonces majeures de contribution pour les entreprises ou des plus hauts revenus. Il a bien été question de réduire des niches fiscales et sociales, mais sans en nommer aucune, ni en fixer le montant d'économies attendu. Au contraire, afin de réduire le déficit commercial du pays, François Bayrou a expliqué que son plan « En avant la production » passerait par un soutien aux entreprises.

Ne pouvant ignorer le récent rapport sénatorial qui pointait 211 milliards par an d'aides aux entreprises, sans contrôle, le chef du gouvernement a promis une « réflexion » à venir. A savoir, moins de subventions en échange de « moins de contraintes et de normes ». Une nouvelle déréglementation est donc à prévoir.

La bourgeoisie et leurs fondés de pouvoir au gouvernement n'en ont jamais assez et sitôt les annonces du budget Bayrou faites d'autres politiciens de la macronie pour réclamer encore plus.

Madame Astrid Panosyan, notre ministre du travail, propose maintenant de s'attaquer aux congés payés. Pour faire bonne figure, elle envisage pour l'instant de faire juste une croix sur la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés en échange d'une rémunération supplémentaire. A ce petit jeu, le député macroniste Mathieu Lefèvre annonce maintenant qu'il faut mettre fin aux 35 heures.

On l'a compris ce pouvoir et la classe sociale qu'il représente ne s'arrêteront jamais. Il n'auront de limite que celles que nous leur imposeront.

Sans attendre une hypothétique censure à venir, c'est dès maintenant que le monde du travail doit s'insurger contre ce nouveau de régression sociale.

## **Combattons ce projet de matraquage social**

**qui s'attaquent au plus faibles et aux services publics !**

**Faisons passer les riches à la caisse !**

**Nous n'aurons que ce nous prendrons !**

*Le 23 juillet 2025*



**Fédération**  
Travail, Emploi et  
Formation Professionnelle



🐦 cnt\_tefp

📘 cnttefp

📷 federation.cnt.tefp

📺 Cnt Tefp

🌐 <http://cnt-tas.org>

✉ [federation@cnt-tas.org](mailto:federation@cnt-tas.org)